



DEGLI ABITANTI DELLA TERRA
SEZANO 13-16 DICEMBRE 2018

LA CHARTE DES HABITANTS DE LA TERRE. VERS UN PACTE DE L'HUMANITE

Rapport final

Bruxelles, février 2019

Bonjour et bienvenue.

Nous étions environ 200, femmes et hommes d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, et d'Europe pour nous rencontrer du 13 au 16 décembre 2018 à Sezano (Vérone) dans le Monastère du Bien Commun. La météo a été particulièrement favorable parce qu'elle nous a octroyé de splendides journées de soleil.

Nous nous sommes appelés **l'Agora des Habitants de la Terre** parce que nous croyons que nous devons penser et agir ensemble en tant qu'Habitants de la Terre – et pas seulement en tant que citoyens italiens, brésiliens ou chinois, russes, indiens, nigériens ...- pour modifier le devenir de la vie de la Terre et le sortir de l'état critique auquel nous l'avons réduit, après plus d'un siècle d'exploitation économique prédatrice et de guerres dévastatrices

Nous nous sommes rencontrés en poursuivant des objectifs différents, convaincus que la pluralité des chemins est la condition indispensable pour permettre à l'Humanité de devenir un sujet juridique et politico-institutionnel public, clé pour un vivre ensemble pacifique et juste entre tous les Habitants de la Terre, et pour la sauvegarde et le soin de la communauté globale de la vie de la Terre. Nous pensons interpréter le sentiment profond de tous les groupes, les associations et les mouvements qui croient que le devenir de la vie sera encourageant dans la mesure où nous serons capables de nous reconnaître mutuellement, d'avoir l'envie de vivre avec l'autre et, ensemble, co-opérer pour le bien-être de toutes et tous.

Ce furent trois belles et passionnantes journées de rencontres, idées, débats, moments musicaux, chansons et propositions, pourtant avec la conscience que les inégalités entre les personnes, les communautés humaines, les peuples, restent structurellement graves, inacceptables. Et ceci au-delà d'une certaine amélioration des conditions de vie de la population mondiale (augmentation de l'espérance de vie).

La force de la rencontre a été la conviction que ni l'inégalité et ses deux conséquences principales, la guerre et l'appauvrissement /exclusion, d'un côté, ni la destruction de la vie de la Terre, de l'autre, ne sont des phénomènes « naturels », inévitables.

Il est possible de changer de route à condition d'avoir l'audace de réaliser les mutations radicales nécessaires. Croire que l'on puisse « changer » sans changer les principes fondateurs tant du système économique dominant accapareur et prédateur de la vie, que du système politique guerrier centré sur la souveraineté des oligarchies nationales, est une pure illusion. Les faits confirment qu'on n'a jamais sauvé la paix par les guerres ni, ces dernières années, la vie et l'économie de la Planète en sauvant les banques à coup de dizaines de trillions d'euros prélevés au détriment des plus pauvres.

Comme nous en avons l'intention, nous avons élaboré ensemble et approuvé la **Charte des Habitants de la Terre pour un Pacte de l'Humanité**. Elle montre que l'audace des changements est un acte de grande sagesse commune humaine et politique. Le devenir de la vie, aujourd'hui en grand danger d'existence, sera sauvegardé par l'esprit de créativité utopique dans la pluralité de visions et de compréhensions, et de responsabilité collective, dans la fraternité planétaire.

C'est dans cet esprit que nous avons divisé en deux parties le rapport des résultats de l'Agora :

- La **Charte des Habitants de la Terre**, en tant qu'expression de la créativité utopique de la pluralité des chemins suivis et des modes d'existence ;
- **Vers un Pacte de l'Humanité**, en tant qu'articulation concrète de la responsabilité collective des êtres humains pour la vie de la Terre, « lieu de vie » commun de tous ses habitants.

Préface

L'Agora a comporté trois phases.

La phase préparatoire au cours de laquelle se sont constitués 13 groupes de travail en Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Chili, France, Italie, Québec/Canada.

La phase de l'Agora lui-même, de la durée de trois jours, à partir de moments de fête, suivis par la présentation et la discussion des rapports rédigés par les 13 groupes de travail, plus les contributions des Communes sur la Carte d'Identité « Habitant(e) de la Terre » et autres apports en séances parallèles ou plénières, parmi lesquelles une séance spéciale dédiée à l'eau.

La dernière est celle de la rédaction collective par e-mail de ce document.

Les documents cités ci-dessous font partie du « patrimoine » écrit et audiovisuel de l'Agora. L'ensemble est disponible sur le site de l'Agora <http://audacia-umanita.blogspot.com>

1. Le programme de l'Agora
2. La vidéo-images de POUR (B) avec un fond musical (chanson de Leon Gieco, *En el pais de la libertad*).
3. Le message de Mikhaïl Gorbatchev aux participants de l'Agora (en anglais, italien, français et espagnol)
4. Les rapports des 13 groupes de travail pré-Agora (dans la langue d'origine et, pour plusieurs d'entre eux, aussi dans les autres langues de travail de l'Agora)
5. Le compte-rendu de la session plénière du 14 décembre matin (en italien, français, espagnol et anglais)
6. La note sur l'initiative Carte d'identité « Habitant-e de la Terre » (et copie des délibérations des Communes adhérant à l'initiative approuvées avant l'Agora)
7. Le CD contenant les interprétations musicales de Maria Palatine. Copie des textes lus par Bernard Tirtiaux
8. La description de Jai Jagat 2020, de Stop Arms Trade, des deux propositions de « Democracy without Borders »
9. La copie des photos de l'exposition de Chiara Sibona sur « Epaulés et mains » sur le travail des femmes
10. *L'Appel aux consciences* promu par « Dialogues en Humanité » et présenté par Patrick Viveret, auquel l'Agora a adhéré (en français, espagnol, anglais, italien).

PS. L'ensemble des travaux en séance plénière de l'Agora a été vidéo enregistré et est disponible sur demande, moyennant une petite contribution.

A. LA CHARTE DES HABITANTS DE LA TERRE

Imaginaires, visions e consciences

✓ *La vie, la terre, les habitants*

1. En tant qu'êtres vivants - êtres humains et les autres espèces vivantes (monde microbien, végétal, animal) - nous sommes tous « Habitants de la Terre ». La Terre est notre « lieu de vie » (oikos), notre maison commune. La Terre est l'ensemble infiniment varié des lieux où les êtres vivants ont l'habitude de vivre (le mot « habitant » vient de « habitus »), qu'il s'agisse de la campagne ou de la montagne, de forêts tropicales ou de zones désertiques, de zones marines ou lacustres, de villages ou de grandes métropoles.

2. *L'habitude de vivre* dans un ou plusieurs lieux de la Terre signifie que l'une des caractéristiques des Habitants de la Terre est d'avoir dû apprendre et de devoir continuer à apprendre à s'habituer à vivre ensemble non seulement, en ce qui concerne notamment les êtres humains, dans des lieux de voisinage et de proximité directe (« chez moi ») mais aussi dans des lieux éloignés et « étrangers » aux multiples échelles de la Terre (« la grande maison de tous les milliards de personnes inconnues et différentes que je ne connaîtrai jamais »).

3. Dans les deux derniers siècles et demi, spécialement, la Terre est devenue la maison où habitent pour de longues ou courtes périodes de vie, des femmes et des hommes provenant de tous les coins du monde, créant des « communautés d'Habitants de la Terre pluriculturelles, multilingues, pluri-religieuses, multiethniques », dont la vitalité et la beauté se trouvent justement dans la pluralité, le mélange, les entrelacements.

4. Les êtres humains ne sont pas les seuls Habitants de la Terre. *Ils ne sont pas non plus les premiers à y vivre*. Comme les autres espèces vivantes, les êtres humains sont le résultat de l'évolution de la vie de la Terre. On pense que les premières traces de vie sur la Terre datent d'il y a 3,7 milliards d'années, d'abord dans l'eau et puis, après des centaines de millions d'années, sur la terre ferme. L'espèce humaine est parmi les espèces vivantes les plus récentes. Nous, les êtres humains, habitons la Terre, estime-t-on, depuis 200.000 ans (il y a peu, on parlait même de 25.000 ans seulement).

Dans son message aux participants à l'Agora, Mikhaïl Gorbatchev, dernier président de l'URSS et Prix Nobel pour la Paix a écrit:

" C'est avec un très grand intérêt que j'ai pris connaissance de votre initiative, innovante, de convoquer l'Agora des habitants de la Terre. (...)

Au lieu de chercher les modalités de trouver des solutions communes aux problèmes, réduire les tensions et les conflits sociaux, les leaders politiques, ainsi que les élites économiques et les lobbies industriels militaires aggravent la crise planétaire par des actions irresponsables....

Votre initiative pourrait constituer un pas favorable à la réalisation de la part de tous les êtres humains de leur appartenance à une communauté globale responsable du maintien de la vie de la Terre".

5. Aucune espèce vivante, que ce soient les baleines, les forêts primaires, l'espèce humaine ou une partie, ne peut être exclue du fait d'habiter la Terre, d'y vivre en bon état existentiel, écologique. Ceci est le vrai sens profond historique des luttes contre les actions qui sont à l'origine de l'extinction d'espèces vivantes (cas emblématique des abeilles). Par conséquent, il n'y a aucun pouvoir « naturel » ou « acquis » qui puisse légitimement interdire à un être humain ou une communauté humaine d'habiter la Terre en dignité et égalité de droits et de façon responsable. Pour cela, exclure, séparer, mettre en danger de mort des groupes et des catégories humaines, même par des lois approuvées par des Etats, doivent être traités comme des actes criminels à condamner sans compromis. Ces dernières années la criminalité légalisée des dispositions législatives et des mesures gouvernementales et administratives a augmenté considérablement dans le domaine financier et le traitement des ressources naturelles et, surtout, concernant les immigrants.

6. Aujourd'hui, l'être humain est doublement exproprié de son humanité. D'abord, en tant que citoyen, car l'Etat (dit « national ») a fait du/la citoyen/ne une propriété patrimoniale réservée. On est « citoyen » seulement si un Etat y ajoute un attribut « national » : italien, allemand, russe, américain, éthiopien, chinois. Sans cet attribut, personne n'est considéré un vrai citoyen, titulaire de droits et de devoirs (voir le cas des « gens du voyage » et des migrants en recherche d'un nouveau lieu de vie). Deuxièmement, en tant que personne, parce que le système économique dominant, la société capitaliste, considère chaque être humain comme une « ressource » pour l'économie, dont la valeur est déterminée en fonction de sa contribution à la création de plus-value pour le capital investi ou de rente. Un être humain qui n'est pas citoyen/ne de propriété d'un Etat et n'est pas une ressource rentable sur le plan économique financier réunit les conditions les plus efficaces pour être/devenir un exclu de la vie. Libérer la vie des êtres humains de ces tenailles constitue un des premiers pas urgents à accomplir sur le chemin de la construction de l'humanité.

7. Pour « vivre ensemble » entre eux, et entre eux et les autres Habitants de la Terre, les humains ont besoin de définir et appliquer des règles justes et promotrices du « buen vivir ». C'est banal à dire, mais l'histoire de la vie de la Terre a montré que plus la vie entre les humains est marquée par la recherche et concrétisation de formes relationnelles de coexistence non violentes et « inclusives », plus les rapports entre les êtres humains et les autres espèces vivantes sont harmonieux. Preuve en est l'évolution de la pensée juridique et des pratiques de la jurisprudence de la part des sociétés humaines passées d'une vision strictement anthropocentrique, conquérante, de la vie à une vision holistique biocentrique incluant la totalité des êtres vivants (espèces microbiennes, végétales, animales, humaines) n'en déplaise aux primatistes mâles blancs ! D'où l'émergence et le développement depuis peu des droits des animaux, des plantes, de la « nature » stricto sensu dont la reconnaissance, à partir de 2017, de la personnalité juridique accordée à cinq fleuves (en Asie, Océanie et Amérique latine...) constitue une nouveauté remarquable, porteuse d'avenir.

✓ **Contrastes, inégalités, luttes, recherche d'identité et de sécurité**

8. Depuis presque 50 ans, la rapide globalisation de l'économie capitaliste de marché dominante, et les profonds changements concomitants sur le plan scientifique et technologique, ont bouleversé les imaginaires du monde et de la vie. Les nouvelles références

de base imposées par les groupes sociaux au pouvoir ont changé « la manière de voir le monde » : tout ou presque a été marchandisé, mercantilisé, technologisé, privatisé, monétisé. Aucune forme de vie n'y a échappé. Mais, la monnaie n'est plus publique. Les marchés financiers ont le pouvoir politique réel, pas les gouvernements et encore moins les parlements élus. Le devenir est décidé par les « patrons » des technologies informatiques et biogénétiques. Le monde est dans les réseaux web, dans la réalité virtuelle, dans les villes globales. Tous sont en convulsion informatique et en « transition » énergétique et écologique, mais en lutte pour leur survie, la « grâce » (être compétitif), et la puissance. La violence, dans ce qui touche la vie dans son plus profond, est toujours plus répandue, capillaire, universelle. Les conflits et les exclusions réciproques se multiplient. Personne ne veut être tenu à l'écart de la globalisation, la sienne, mais les plus aisés prêchent l'innovation de qualité locale, les solutions locales, la sécurité nationale, et bien sûr, prônent l'impératif de la résilience, manière élégante pour dire que le futur appartiendra à ceux/celles qui auront réussi à survivre aux conditions de vie plus difficiles et contraignantes, à savoir les plus riches et puissants notamment sur le plan financier et technologique. Cependant personne n'est rassuré. Vieux et jeunes, puissants et faibles ont peur du futur, au-delà des échappatoires « fluides » qu'ils se donnent. Il y a ceux et celles qui ferment les frontières, construisent des murs gigantesques, empêchent les migrants d'accéder aux ports, mais créent de nouveaux km² de surface pour accueillir par milliers par jour les containers du monde, et il y a ceux/celles qui crient la primauté des blancs et jurent sur la vérité de leurs dieux.

Mais, de l'autre côté, il y a aussi celles et ceux qui sont toujours en marche pour la justice et la paix, dans tous les continents. Il y a les femmes, en particulier indiennes et sudaméricaines, en lutte contre toute forme de violence, des millions de jeunes mineurs d'âge qui protestent contre les armes, en particulier aux Etats-Unis contre la barbarie du port libre d'armes à feu, il y a les paysan(ne)s asiatiques, africain(e)s et latino-américain(e)s qui se battent pour une transformation radicale des rapports avec la Terre-Mère. Des millions de citoyens manifestent dans les rues leur opposition à la destruction de la vie de la Planète et se révoltent contre la violence aveugle de la finance mondiale prédatrice qui s'oppose à toute mutation radicale écologique qui ne soit pas celle définie et orchestrée par les investisseurs privés selon l'impératif de la rentabilité immédiate la plus élevée, attrayante. Il y a enfin les « travailleurs pauvres » du monde entier qui dénoncent avec force les nouvelles formes d'esclavage auxquelles ils sont condamnés. L'Agora des Habitants de la Terre a clairement choisi son camp : nous sommes de cet autre côté.

9. Et on constate le sentiment de plus en plus répandu d'inacceptation, de refus, des formes les plus étendues et denses de l'inégalité qui, au-delà des inégalités de revenu, divisent et fragmentent les êtres humains, l'humanité, sous tous les aspects, en particulier par rapport à la dignité, aux droits, à la responsabilité, à la liberté, à la démocratie. Cela se produit aussi parce que les êtres humains ont pris conscience des nouvelles spécificités de la condition humaine dans le cadre des récentes évolutions de la vie de la Terre ainsi que de leur propre rôle dans le devenir de la vie.

✓ ***Les trois consciences et nouvelles visions constitutives***

10. *Dépassement de l'anthropocentrisme.* Depuis quelques siècles, les êtres humains ont cru constituer non seulement une espèce vivante distincte et différente de toutes les espèces vivantes, mais aussi représenter une espèce supérieure, au bien-être de laquelle toutes les autres sont soumises et instrumentales. De là, la séparation/opposition entre l'être humain (« l'homme ») et la « nature ». Aujourd'hui la distinction demeure mais nous avons acquis la conscience de faire partie intégrante de la vie de la Terre, d'être partie de la nature, nous sommes la nature, nous partageons, en particulier avec les animaux, une partie importante de notre patrimoine génétique. Il est bien et bon de répéter que nous constituons avec les autres espèces vivantes la communauté globale de la vie de la Terre. La communauté globale de la vie est une conception innovante dans tous les domaines. Sur le plan de l'organisation sociétale du vivre ensemble, par exemple, elle nous conduit à entrer dans une perspective historique de l'institutionnalisation juridico-politique de cette « communauté ». Quand on parle de « protéger » ou « sauver » la vie, on parle de la vie et des lieux de vie de tous les Habitants de la Terre. Dès lors, si l'éco-nomie est l'ensemble des « règles de la maison », il est clair que l'économie mondiale actuelle doit être modifiée à la racine car elle n'est qu'un ensemble de règles, fondées sur l'inégalité, l'injustice, la compétitivité, la guerre, l'exclusion, imposées au reste de la population mondiale par des oligarchies « locales » fussent-elles américaines ou chinoises ou allemandes.

11. *L'ère de l'anthropocène.* Il est évident pour nous que, depuis la fin du XIXe siècle, la vie de la Terre est entrée dans l'ère de l'anthropocène, c'est-à-dire une ère où le devenir de la vie est toujours plus influencé de manière déterminante par les activités humaines. Nous avons surtout compris, en particulier, suite à la conception et à l'usage de la bombe atomique et de la non-soutenabilité de nos modes de vie prédateurs, que l'humanité est la seule espèce vivante capable de tout bouleverser, et provoquer la destruction de la vie de la Terre dans son intégrité et totalité. Une évidence qui a mis en cause nos conceptions et pratiques collectives du progrès, du développement, du bien-être, de la richesse, de l'économie dominante, de la guerre, des inégalités. Or, cette ère est en train de provoquer le rejet et l'opposition violente de la part d'une partie importante des oligarchies « locales » mondiales qui ont dominé jusqu'à présent. Celles-ci n'aiment pas que leurs intérêts et pouvoirs soient menacés, voire diminués par de nouvelles oligarchies « locales » mondiales. Ce qui explique à la fois les phénomènes derrière Trump et Bolsonaro, malgré la grande diversité de contextes et de situations, ainsi que l'explosion des souverainismes racistes et classistes à la Orban, Salvini, mais aussi en Inde et d'autres pays asiatiques et africains.

12. *L'impératif de la sécurité et de la responsabilité planétaire.* Capable de tout bouleverser, et de provoquer la destruction de la vie de la Terre, l'humanité est aussi devenue, par conséquent, consciente d'être aussi la seule espèce vivante capable d'en assurer la sauvegarde, le soin, la pérennité et, donc, d'en assumer le devoir, en tant que sujet primaire responsable au niveau planétaire. Si dans le passé, seuls les poètes, les artistes, les philosophes, les visionnaires (au masculin et au féminin) ont pu parler de responsabilité universelle, éthique globale, éthique planétaire, aujourd'hui tous et chacun des Habitants humains de la Terre peuvent, doivent, le faire. Pas seulement en parler, mais surtout agir pour construire la capacité effective de l'Humanité d'œuvrer pour un autre devenir de la vie au nom de, par, avec tous les Habitants.

La destruction de la vie de la Terre n'est pas seulement une question de survie de l'existence biologique des espèces vivantes. Les facteurs destructeurs du vivre ensemble entre les êtres humains sont étroitement liés dans des relations mutuelles de cause à effet aux «*la créativité* » individuelle et collective dans un esprit destructeur de la vie tout court. Si bien que nous avons compris qu'il est fondamental d'admettre que *l'impératif primaire de l'Humanité et de sa responsabilité planétaire est de sauver la vie de la Terre en éradiquant-mais réellement - en même temps les inégalités, l'appauvrissement de milliards de personnes, les injustices, la guerre, la violence entre les êtres humains.* Sans une telle éradication, la survie de la vie ne sera pas la survie du vivre ensemble et risque de se transformer dans un grand système d'apartheid humain planétaire où une nouvelle espèce, dite post-humaine, assumera le pouvoir de fixer le sens de la vie.

13. Tout ce qui précède est évidemment lié à **l'éducation**, qui ne se réduit pas, comme c'est le cas actuellement, à la *formation* aux savoirs et aux compétences. *Une éducation des enfants et des jeunes mais aussi des adultes visant à développer une conscience et une pensée critiques afin de faire sortir (du latin « ex ducere ») la créativité individuelle et collective dans un esprit orienté vers le partage, comme la philosophie ubuntu enseigne, et non vers la suprématie et l'aristocratie (le pouvoir des « meilleurs ») comme les « business and management schools » enseignent.* Une éducation dont le lieu de vie va au-delà des bâtiments scolaires et devient aussi les rues, les espaces publics, la maison, les usines remplies d'intelligence artificielle, les hôpitaux, les banques. Lors des travaux de groupes, notamment les quatre premiers groupes, ainsi qu'au cours de l'Agora, le système d'éducation prédominant a fait l'objet de critiques sévères car il demeure, malgré les changements intervenus, un instrument de reproduction et de maintien des inégalités, il légitime la guerre et la propriété privée, il exalte la compétition et le succès individuel, il valorise l'utilité des choses, tout en usant un langage apparemment à l'opposé. Les Habitants de la Terre ont le devoir de promouvoir, au-delà du droit d'accès, une éducation publique, republicisée. La privatisation de l'Université, notamment, est néfaste. Elle induit les nouvelles générations à croire que la connaissance est un bien/service économique, une marchandise, un moyen de survie à la place des autres. Les enfants de l'humanité en formation ne doivent pas être «*éduqués* » à reproduire les adultes d'aujourd'hui mais devenir des nouveaux habitants de la terre capables d'être les protecteurs et les curateurs de la communauté globale de la vie.

B. VERS UN PACTE DE L'HUMANITE

Principes fondateurs et processus constitutants

A Sezano, on a vécu dans une atmosphère d'« assemblée constituante », toutes proportions gardées. Il ne s'agissait pas seulement de « ne pas se rendre » face aux dévastations en cours ni, à l'opposé, de se laisser aller au « bonisme » mystificateur de « soyons positifs ».

Nous avons travaillé avec l'intention de définir les objectifs, les moyens et les modalités d'actions précises, concrètes, même si leur réalisation ne sera ni facile ni rapide, de nature « constituante ». En bref, dessiner le schéma de ce que pourrait/devrait devenir un Pacte de l'humanité », un nouveau contrat social mondial.

Pour nous, l'enjeu était : *comment contribuer à configurer et mettre en mouvement les processus capables de permettre à l'Humanité de devenir au cours des prochaines années/décennies le sujet juridique et politico-Institutionnel seul capable d'assumer, comme nous l'avons vu précédemment, la tâche d'assurer la sauvegarde, le soin et la pérennité de la vie de la Terre) l'échelle planétaire au nom de, par et avec les Habitants de la Terre. Nous y avons répondu en mettant en route une « constituante permanente », l'Agora des Habitants de la Terre, un mouvement en formation sans remparts ni murs, mais migrant d'un lieu à l'autre par des « tentes », réelles et métaphoriques, ouvertes.*

Nous avons articulé ce qui a émergé des travaux de l'Agora autour de quatre groupes de principes fondateurs et de processus constitutants (PPC) :

- **PPC1 Pour un devenir de la vie de la Terre fondé sur la sacralité et la gratuité de la vie et la responsabilité de l'humanité**
- **PPC2 Eradiquer les facteurs structurels générateurs de l'inégalité dont l'appauvrissement/exclusion constitue le plus grand vol de la vie**
- **PPC3 Remplacer les logiques de guerre par les logiques de la sécurité collective et du pouvoir réparti entre tous les Habitants de la Terre (directement entre les humains et par la représentation via l'Humanité)**
- **PPC4 Premiers instruments opérationnels au service de la mise en mouvement de la conception et de la réalisation du Pacte de l'Humanité**

PPC1 Pour un devenir de la vie de la Terre fondé sur la sacralité et la gratuité de la vie et la responsabilité de l'humanité

La référence à **la sacralité de la vie** a été fortement présente et unanime contre les processus répandus dans tous les coins du monde de marchandisation et marketisation de toute forme de vie, et qui ont abouti en 2012 au 3e Sommet de la Terre à Rio de Janeiro à la reconnaissance, de la part des dirigeants de la communauté internationale exprimée par l'ONU, de la nécessité de la « monétisation de la nature » (« *nature pricing* », « *nature banking* »). La vie a une valeur en soi qui ne peut ni ne doit être mesurée en termes monétaires. *La domination actuelle de l'avoir sur l'être est inacceptable.* Dans ce contexte, il n'y a aucune place pour *une spiritualité effective intégrale de l'esprit et du corps humain,*

principe discuté et proclamé au cours de l'Agora également comme fondement inévitable pour l'élimination des inégalités de genre.

Ces inégalités ont fait l'objet d'interventions de grande valeur sociale et politiques, non seulement humaine et morale. Le fossé entre les paroles et la réalité reste inacceptable. Il est nécessaire de se libérer de l'esclavage au corps utilisé par les hommes et les femmes pour des raisons différentes en tant que moyen de lutte/domination. Loin de s'affaiblir, la marchandisation de la femme tend à s'accroître et ainsi la violence entre les genres, quasiment toujours au détriment des femmes. Les primatistes mâles blancs sont parmi les principaux acteurs qui opèrent contre l'humanité, mais les indifférents n'ont rien à leur envoir. La solution ne passe pas principalement par l'élimination des obstacles à la « parité d'accès », mais par un changement à la racine de la vision humaine des femmes que les hommes ont imposé aux femmes et à eux-mêmes. Il faut agir en priorité non pas en faveur des « différences réelles dans l'égalité de principe » mais « pour l'égalité réelle dans les différences de principe ».

Etroitement lié à la sacralité de la vie, à ne pas confondre nécessairement avec les visions religieuses de la vie, et est le principe de **la gratuité de la vie**. A Sezano, on a affirmé que la gratuité ne signifie pas absence de coûts monétaires et non-monétaires pour les biens et services publics essentiels pour la vie, garantis à tous en tant que droits. Cela signifie que, dans l'attente des transformations nécessaires vers la dé-monétisation et la « dé-marketisation », la prise en charge desdits coûts est assurée par la collectivité via la fiscalité dans le cadre du budget public. Les coûts des droits humains et sociaux font partie de la res publica et de la responsabilité collective. Dès lors, nous affirmons l'urgence de la dé-monétisation et de la dé-marketisation, pour commencer, des biens communs mondiaux publics essentiels pour la vie, à savoir l'eau, les semences et la connaissance. Laisser au marché, en particulier, aux marchés financiers, le pouvoir de décision sur lesdits biens a été une des plus graves erreurs collectives des dernières décennies.

Dans cette perspective, il devient péremptoire de promouvoir l'institutionnalisation de l'humanité en tant qu'acteur clé du devenir de la vie au nom de tous les Habitants de la Terre. Selon les travaux préparatoires de l'Agora (« Quelle humanité ? » « A quoi pensent les citoyens quand ils parlent d'humanité ? » « Quelles sont les paroles clé pour parler d'humanité ? ») la tâche de l'humanité institutionnalisée sera faire du vivre ensemble pacifique et juste le principe guide du devenir de la vie, en substitution de l'impératif de la compétitivité techno-économique pour la croissance, la puissance et sa propre survie.

A cette fin, dans le sillon des analyses et propositions mises en lumière par le groupe de travail 5, nous proposons la mise sur pied d'un système de justice sociale mondial fondé sur des réseaux publics locaux de protection sociale obligatoire interconnectés à l'échelle planétaire sous l'autorité partagée du Conseil Mondial de la Sécurité Monétaire. (voir aussi PPC2)

Pour compléter ce premier groupe de PPC, il faut, enfin, accomplir un grand pas symbolique, de haute valeur politique et sociale, c'est-à-dire : l'attribution de la part des Communes (Collectivités locales) de la Carte d'identité « Habitant(e) de la Terre » à tous leurs habitants, sur demande. Cette condition est importante car elle implique une démarche volontaire forte de la part de chaque citoyen et familles, exprimant ainsi l'adhésion à l'idée et le souhait en faveur de son universalisation. Ce qui oblige les Communes à s'engager ouvertement, par

tous les moyens à leur disposition, pour la réussite populaire de l'initiative. Le fait que 10 Communes, grandes et petites, aient déjà donné leur adhésion par délibération communale avant même l'Agora devrait constituer une excellente incitation à transformer une idée en un fort mouvement citoyen municipal, transnational, mondial.

Les 10 Communes sont : San Lorenzo (Argentine), Palau Saverdera (Catalogne/Espagne, Canegrate, Fugarolo Rocca, Fumane, Ottavo Municipio di Roma, Sommacampagna, Riace (Italie), Lisbona (Portugal) et La Marsa (Tunisie). Certains maires, ou représentants, étaient présents (Canegrate, Ottavo Municipio di Roma). Les maires des autres Communes, empêchés, ont confirmé leur engagement par des messages. Une excellente nouvelle à ce sujet : le maire de Lisbonne, dans son message, a également annoncé la disponibilité de sa ville à accueillir un des prochains événements de l'Agora des Habitants de la Terre.

PPC2 Eradiquer les facteurs structurels générateurs de l'inégalité dont l'appauvrissement/exclusion constitue le plus grand vol de la vie

Le second champ d'action prioritaire concerne l'inégalité nourrie, au plan des visions et des pratiques collectives, par les thèses sur sa « naturalité » et, donc, son « inévitabilité », et le système économique dominant. Pour les participants à l'Agora l'inégalité n'est ni naturelle ni inévitable, elle est le produit social des sociétés injustes. C'est pourquoi, on peut en modifier et éliminer les facteurs structurels. Parmi ceux-ci, et certainement parmi les plus importants et déterminants à notre époque, il y a le droit de propriété intellectuelle privée du vivant rendu licite en 1980 par la Cour Suprême des Etats-Unis et, en 1998, par l'Union européenne. La brevetabilité du vivant doit être abolie, tout comme doit l'être la brevetabilité privée des algorithmes dans le domaine de l'intelligence artificielle. En l'absence de cette double élimination, dont l'indispensabilité a été exprimée avec force et conviction à Sezano, il est impossible de lutter contre les facteurs de l'inégalité représentés par la marchandisation, la marketisation, la privatisation, la monétisation et financiarisation de la vie et, donc, des droits à la vie. En outre, aucun progrès significatif ne sera réalisé sur le plan du « développement durable » et la lutte contre les causes du réchauffement de l'atmosphère terrestre si le droit de brevetabilité privée du vivant est maintenue. Brevetabilité du vivant, privée, à but lucratif et développement durable sont essentiellement incompatibles.

Logiquement, en même temps que l'abolition de la brevetabilité privée du vivant et de l'intelligence artificielle, l'Agora a adopté la proposition de la création du Conseil de sécurité des biens communs mondiaux publics, en partant de l'eau, des semences et de la connaissance. Ce Conseil est d'une importance capitale. Au cours des 24 COP (Conférence of Parties) organisées par l'ONU chaque année depuis 1993, les progrès accomplis ont été insignifiants si l'on compare aux énormes moyens humains et financiers que les « responsables mondiaux » ont mobilisés à cette fin. Pourquoi ? Surtout à cause du *principe de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles* et du principe annexe, à savoir l'obligation pour chaque Etat d'assurer et promouvoir *la sécurité nationale* (énergétique, agricole, hydrique, extractive). Ainsi, par exemple, il n'y a aucun plan mondial chiffré commun définissant les engagements de chaque Etat. Chaque Etat fixe librement ses engagements supposés contribuer à atteindre l'objectif de maintenir au-dessous de 2 degrés l'augmentation moyenne de l'atmosphère terrestre. En outre, comble de la mystification, les

Etats ont abandonné leur souveraineté sur les ressources naturelles car, en grande majorité, ils en ont vendu la propriété et/ou transféré la gestion et le contrôle, à des entreprises privées (et, donc aux marchés mondiaux, notamment financiers). Enfin, au nom de la « sécurité nationale », tous les Etats donnent la priorité à « l'impératif » de la compétitivité de l'économie « nationale » sur les marchés mondiaux d'où les guerres permanentes pour le contrôle des ressources et l'abandon de tout soucis concernant la sécurité collective de la vie de la Terre.

Les propositions (abolition de la brevetabilité du vivant et des algorithmes, et création du Conseil de sécurité des biens communs mondiaux publics) peuvent avoir une chance d'être réalisées à condition que soient modifiées les logiques qui inspirent les finalités et le fonctionnement du système financier de l'économie dominante. C'est une mystification délibérée, affirmer et faire croire à la population mondiale que plus les investisseurs privés mondiaux sont mis en condition d'être les principaux libres financeurs, avec le soutien des pouvoirs publics, de la conversion écologique, dont la transition énergétique serait la clé, plus les perspectives mondiales favorables au développement durable seront bonnes. Les quarante dernières années ont montré que c'est faux. C'est pourquoi les propositions suivantes concernant la mutation du système financier existant ont été considérées prioritaires par l'Agora :

- mettre hors-la-loi les paradis fiscaux qui légalisent l'évasion (mesure indispensable pour construire une justice fiscale réelle), les produits dérivés (sangues de l'économie) et les transactions financières à haute fréquence (qui opèrent au millionième de seconde, hors temps humain et social)
- créer la Banque Publique Mondiale (BPM), en remplacement de la Banque mondiale actuelle et du FMI, instruments clé du système financier en place et, donc, coresponsables des désastres liés à la marchandisation, privatisation et financiarisation de l'économie et de sa globalisation. La première fonction de la BPM sera de mettre en place une politique publique mondiale de soutien financier aux besoins des Habitants de la Terre sans endettement usurier. C'est dire, mettre fin aux principes, règles et mécanismes qui ont créé depuis les années '70, l'endettement général, public et privé, envers les sujets financiers privés. Cet endettement représente un phénomène anormal et illégitime, enfanté par les oligarchies dominantes foncièrement accaparatrices et prédatrices de la richesse de la Terre et de ses Habitants. La Banque Publique Mondiale et le Conseil Mondial de la Sécurité Monétaire, sous la tutelle duquel la BPM sera mise, seront créés dans le cadre d'une conférence mondiale spéciale de ONU sur la finance mondiale, voire même d'une Initiative Mondiale des Habitants de la Terre à laquelle participeraient toutes les forces sociales expressions des instances publiques. Il s'agit d'un processus qui doit être mis en mouvement rapidement.

L'eau hurle : à bas les armes, à bas les produits toxiques

Appel du 15 décembre 2018. Agora des Habitants de la terre

Qui sait pour combien de milliards d'êtres humains aurait pu se concrétiser le droit universel à l'eau potable et à l'hygiène (et par conséquent à la santé) si dans les années 1975-2000 le monde avait dépensé pour l'eau les dix trillions et plus de \$ (un trillion vaut mille milliards) que les seuls USA ont dépensé pour les armes et les guerres ! Et pourtant, encore aujourd'hui les USA et les autres Etats pourvoyeurs de guerre, voleurs de la vie, ont dépensé en 2017 plus d'un trillion et demi pour « s'armer et faire la guerre » ! Point besoin d'ajouter autre chose.

Les groupes sociaux dominants qui font approuver apparemment de façon démocratique les dépenses militaires insensées (la Chine a fait exploser, elle aussi, après les USA, la bombe non nucléaire la plus puissante jamais produite jusqu'à présent), et qui continuent, dans les mêmes logiques de croissance de leur puissance, à légiférer en se donnant la liberté de produire et employer des centaines de substances toxiques particulièrement nocives (qui polluent les eaux de la Planète, contaminent le sang des êtres humains et détruisent la santé de la vie de la Terre) sont des marchands de mort, des irresponsables conscients, qui méritent d'être trainés au tribunal pour « crimes contre l'humanité et la vie de la Terre ».

Tout aussi inacceptable est le comportement des adorateurs de la technologie (du « technology fix ») qui, au lieu d'assainir les eaux dévastées et protéger les eaux de la Planète qui ne sont pas encore contaminées, rendues inutilisables, pensent à gagner de l'argent sur la peau des morts de soif en promettant de satisfaire les besoins hydriques de tous les Habitants de la Terre « grâce à » la technologie de la transformation de l'air en eau.

La Terre se libèrera de la soif d'eau en libérant le devenir de la vie de la Terre de la soumission à la puissance mortifère des producteurs et marchands de guerre ainsi que des « seigneurs » du vivant et de l'arrogante cécité des technocrates et financiers du salut du monde. L'histoire des dernières décennies démontre qu'il n'y a rien à espérer de leur part, si ce n'est d'autres guerres (comme ils l'annoncent) et toujours plus d'« assoiffés à sauver » et de « pauvres à aider ». Ils sont porteurs de soumission, de peur, d'indifférence, de pessimisme cynique. De fait, la puissance de quelques-uns, c'est la négation de la vie.

Or, l'eau, c'est la vie. La vie est remplie de situations, expériences, solutions bonnes, appropriées, alternatives. C'est aux Habitants de la Terre qu'il revient d'organiser le vivre ensemble de l'Humanité en mille nouveaux modes de vie à travers le monde, localement et globalement, aussi d'après les principes et les chemins d'action discutés, évalués et approuvés par l'Agora des Habitants de la Terre. Nous sommes convaincus que la justice, la paix et la joie du vivre ensemble font partie du devenir commun.

PPC3 Remplacer les logiques de guerre par les logiques de la sécurité collective et du pouvoir réparti entre tous les Habitants de la Terre (directement entre les êtres humains et par la représentation via l'Humanité)

Ré-inventer les biens communs mondiaux publics comme base également d'une responsabilité et d'une politique de la vie et de la sécurité collective planétaires et, à cette fin, re-concevoir un système financier au service de la justice sociale et de la solidarité globale, constituent deux processus essentiels pour la conception et la mise en œuvre d'un Pacte de l'Humanité. Un troisième processus consiste à bannir la guerre, le quatrième à mettre en place des formes démocratiques de gouvernement sans frontières, à tous les niveaux du local au niveau planétaire, de et par les Habitants de la Terre. Bref, la démocratisation de la « communauté planétaire ».

Les propositions suivantes ont été l'objet de fréquentes discussions.

En ce qui concerne la guerre, l'Agora a été unanime. Il faut :

- ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires approuvé par 122 pays de l'ONU en juillet 2017
- stopper le commerce des armes et, dans ce cadre, mettre aussi hors-la-loi les milices privées « en défense » des activités minières et extractives ainsi que de l'exploitation des grandes surfaces forestières. Bien entendu, le port libre des armes doit être sévèrement réglementé. Tout le monde espère que les jeunes mineurs américain (e)s réussissent là où les générations précédentes n'ont même pas essayé. (Cfr. Document du groupe de travail 6)
- comme indicateur concret de la réalisation des deux propositions ci-dessus, réduire drastiquement les dépenses militaires en ré-allouant les ressources financières vers la production et l'accès des biens et des services publics essentiels et indispensables pour la vie de milliards de personnes qui aujourd'hui en sont privés, cas majeur de l'eau (voir l'encadré ci-avant sur « L'eau hurle »).

En ce qui concerne la démocratisation de la « communauté planétaire », il est vrai que cela peut paraître très lointain dans le devenir du monde. Cependant, il n'est pas dit que, du fait que la démocratisation de la « communauté européenne » a échoué à présent (on peut dire de même de la démocratisation de la communauté africaine, nord-américaine, latino-américaine, arabe...), un nouvel essai concernant la communauté européenne (et les autres communautés) et un premier essai à l'échelle planétaire ne puissent conduire à des changements positifs importants. L'histoire de la démocratisation est toujours en construction.

Dès lors, nous proposons :

- constitution d'un Parlement planétaire, à l'initiative du Parlement européen, du Parlatino (Amérique latine), du Parlement panafricain... à qui confier la tâche d'orienter au nom et pour les droits de tous les Habitants de la Terre les actions communes essentielles et urgentes pour le rétablissement d'un bon état de santé de la Terre. Il s'agirait d'un pas important vers l'institutionnalisation de l'Humanité en

tant que telle, au-delà des logiques inter-étatiques et inter-gouvernementales propres au système onusien,

- réalisation de multiples initiatives de conscientisation, expérimentation et institutionnalisation en soutien de la mise en place d'organismes mondiaux démocratiques « sans frontières » dans tous les domaines du vivre ensemble. Un instrument participatif dans ce sens pourrait être une Initiative Mondiale dei Habitants de la Terre dans le cadre du système ONU d'après le modèle, révisé, de l'Initiative des Citoyens Européens (cfr. Document du groupe de travail 10, <https://www.worldcitizensinitiative.org>).

PPC4 Premiers instruments opérationnels au service de la conception et de la réalisation du Pacte de l'Humanité

Dans tout exercice de programmation, planification, engagement, il est nécessaire d'identifier les forces – dans notre cas sociales- capables de « donner des jambes » aux idées, aux projets. Les deux dernières propositions sont une tentative de donner une réponse, partielle évidemment, à cette exigence.

Nous donnons la priorité, d'une part, aux mouvements de mobilisation des citoyens, en particulier des citoyens en tant que groupes, catégories, communautés et, d'autre part, aux institutions communales, locales.

Nous songeons ainsi :

- à l'adhésion, soutien et alliances à/avec les marches mondiales existantes, celles des femmes, la Jai Jagat 2020, les marches des migrants, et à l'extension de leur modèle d'engagement politique et social à d'autres catégories d'Habitants de la Terre (les mères, les enseignants, les jeunes, les filles et garçons....)
- la constitution de la Journée des Habitants de la Terre le 15 décembre de chaque année avec le soutien et la participation active des Communes/Collectivités locales. La Journée des Habitants de la Terre aura, chaque année un objectif concret précis à atteindre dans le cadre de la mise en route du Pacte de l'Humanité. Lorsque, dans quelques années, les objectifs principaux de la Journée seront atteints, la Journée perdra sa raison d'existence et sera destinée à s'arrêter où à se transformer en une autre initiative au service du Pacte de l'Humanité.

Conclusion

Le devenir de la vie de la Terre est encore entre les mains des Habitants de la Terre

Nous croyons avec conviction que les propositions présentées sont pertinentes, appropriées et faisables. Tout dépendra des luttes culturelles et sociales qui les accompagneront. L'histoire humaine est faite de nombreux succès locaux, sectoriels et temporaires de tant de bonnes propositions. Cependant, ce qui reste encourageant c'est de savoir que l'histoire réussit, tôt ou tard, à réaliser ce qui pour tant de personnes et institutions, et pendant de nombreuses années, a été considéré une utopie irréaliste et irréalisable. Le devenir de la vie est plus riche en créativité que ce que la raison humaine peut imaginer.

Document rédigé et approuvé par les participants à l'Agora d'après une proposition initiale de Riccardo Petrella.

Figure 1



